

LE DÉCALAGE DE
CALENDRIER DES AIDES
DÉFAVORISE LES OVINS

Pac Dans un communiqué du 30 septembre, la Fédération nationale ovine (FNO) se dit « scandalisée » car les éleveurs d'ovins devront « attendre novembre alors que les autres filières bénéficieront des aides couplées dans leur apport de trésorerie remboursable (ATR) ». Selon le syndicat, « les années passées, les éleveurs de brebis touchaient une avance de leurs aides Pac dès le mois septembre pour les Indemnités de handicap naturel (ICHN) et octobre pour l'ensemble des autres aides Pac ». La FNO considère cela comme une « discrimination », d'autant plus que « la trésorerie des éleveurs de mouton est comme les autres trésoreries exsangues ».

LES ACCORDS ENTRE
PAYS FACE
À « DES LIMITES
INSURMONTABLES »

Libre-échange L'évaluation au préalable des accords de libre-échange « se heurte à des limites insurmontables qui font douter de sa fiabilité », a expliqué le député Hervé Gaymard lors de la présentation d'un rapport sur l'évaluation des accords de libre-échange conclus par l'Union européenne, devant l'Assemblée nationale, le 28 septembre.

LES NÉGOCIATIONS
REPRENNENT EN
AGRICULTURE
BIOLOGIQUE

Parlement Les experts nationaux du Comité spécial agricole (CSA) ont donné leur feu vert aux propositions de la présidence slovaque de l'UE concernant la révision du mandat de négociation du Conseil sur la réforme de la législation sur l'agriculture biologique. Deux sujets sensibles restent à discuter : les résidus de substances interdites qui entraîneraient ou non un déclassement des produits et les contrôles (notamment leur fréquence).

Payson Breton 7 oct 2016, page 4

L'émergence de l'écoterrorisme

Les groupes animalistes sont considérés par Éric Denécé comme des écoterroristes : Lors de l'assemblée générale de l'Ameb, il est revenu sur l'évolution de ces mouvements contestataires.

AMEB

« Écoterrorisme, animalisme, zadisme, altermondialisme... Depuis une vingtaine d'années, des mouvements contestant la société de consommation et le libéralisme sont apparus. Ils agissent au nom de « l'éthique » et remettent en cause, parfois violemment, l'évolution des sociétés développées », lance Éric Denécé, directeur du centre français de recherche sur le renseignement lors de

l'assemblée générale de l'Ameb (Association pour le maintien de l'élevage en Bretagne), le 29 septembre à Plérin. Ces nouvelles idéologies contestataires montent en puissance. « Ces entités ont toutes pris naissance outre-Manche ou outre-Atlantique, ou en raison de leurs actions criminelles (sabotages, attentats, meurtres), elles figurent sur la liste noire des organisations terroristes au même titre que Daesh ou Al-Qaïda. Elles ont conduit le FBI et



Éric Denécé, directeur du centre français de recherche sur le renseignement

Scotland Yard à créer des unités spécialisées afin de lutter contre elles. »

Financés par des banques et des collectivités

Éric Denécé estime qu'en France ce sont des micro-groupes composés de quelques dizaines d'individus. Les membres sont des personnes avec beaucoup de temps libre qui sont soit en retraite ou au chômage. « Dans le cas d'associations anti-viande ou de défense des animaux on retrouve beaucoup d'urbains et de « Bobo parisiens ». Ils n'ont aucune proximité avec la campagne et ont une perception de l'élevage complètement déconnectée de la réalité. Ils s'en font une idée à travers ce que leur montrent les médias qui relaient des vidéos à charge tournées par les associations en entrant illégalement dans les élevages. » Ils sont financés par certaines banques et touchent des subventions des collectivités locales. Leurs membres ont peu de besoins financiers par contre

ils y consacrent la totalité de leur temps sans être payés. « De l'autre côté les filières, entreprises et organismes ciblés ont peu de temps à consacrer pour se défendre puisqu'ils ont autre chose à gérer. » Éric Denécé décrit 5 niveaux dans ces mouvements : la phase du prophète avec un penseur qui donne les idées. La phase des disciples avec un petit groupe qui jette les bases du mouvement. Puis vient la phase du prosélytisme ou les membres font de la propagande via Internet, les réseaux sociaux, des tracts... La 4^e est l'activisme avec des manifestations, troubles à l'ordre public, enregistrement de vidéos illégalement dans les entreprises, élevages, abattoirs... Enfin le stade ultime est le terrorisme. « En France, on ne dépasse pas le niveau 4, il n'y a pas eu d'attentat ni de meurtre au nom d'une de ces causes. Par contre, rien ne garantit que des activistes de l'étranger ne les aident pas à préparer des actions violentes. »

Nicolas Goualan